

# « Quelle imprécision, le tax shift »

PS Elio Di Rupo fait sa rentrée politique en mode « constructif »

► Changement de style pour le président du Parti socialiste : l'attaque, c'est fini.

► Avec une sortie sur l'école, il cherche à exister dans un secteur où le CDH prend toute la place.

## ENTRETIEN

**E**lio Di Rupo a choisi d'axer sa rentrée médiatique sur l'enseignement. Mais l'actualité fédérale ne manque pas de sujets chauds susceptibles de faire réagir le président du PS.

**Que pensez-vous de la sortie de Bart De Wever sur les migrants ?**

*Je ne vais pas commenter, il a dit lui-même qu'il n'était pas tout à fait conforme à la Convention de Genève.*

**C'est tout ?**

(Silence et sourire.)

**Vous ne dites plus de mal de la N-VA ?**

*J'ai fait mon commentaire.*

**Il est doux le commentaire.**

*Est-ce que j'ai l'air de faire des commentaires doux ?*

**Le SPA y est allé bien plus fort.**

*Je vous ai fait part de mon sentiment.*

**C'est la nouvelle stratégie du PS, on n'attaque plus la N-VA ?**

*Mais non ! Mais je vous ai parlé d'un sujet d'une extrême importance pour le PS, l'école (cf. ci-dessous), ici, on parle d'une déclaration comme il y en aura d'autres.*

**L'idée d'avoir des statuts spéciaux pour les réfugiés ne vous fait pas réagir davantage ?**

*Nous avons indiqué par communiqué (NDLR : signé de la députée Julie Fernandez-Fernandez) qu'il n'y a pas plusieurs catégories de citoyens. Il y a des êtres humains et ils sont égaux. Les gens fuient des situations de guerre où ils risquent leur existence.*

*Que nous, pays européens, nous trouvions des solutions, c'est quand même le minimum minimum qu'on puisse faire.*

**Ces propos ne sont-ils pas d'autant plus graves, qu'on sait qu'une partie de la population est réticente ?**

*On n'a pas voulu de nous au gouvernement. Si nous avions la responsabilité gouvernementale, nous agirions autrement.*

**Comment ?**

*En ayant un respect renforcé des*

*droits de chacun.*

**Ce que ne fait pas le gouvernement actuel ?**

*Non non, la question était sur Bart De Wever, j'y ai répondu.*

*Et, dans l'accueil, on plaide pour une répartition équitable entre toutes les communes.*

**Le gouvernement Di Rupo n'a-t-il pas commis une erreur en fermant des places ?**

*Cela me fait toujours plaisir qu'on parle du gouvernement Di Rupo, ce qui est dommage c'est qu'on l'utilise surtout quand c'est pour critiquer. Je suis étonné qu'on ne dise pas « Maggie De Block a fait ceci ». Mais donc, elle a fermé des places temporaires. Theo Francken, lui, a fermé des places structurelles.*

**Et Rudy Demotte là-dedans ?**

*Il a donné une interview où il s'est expliqué. En réalité, il ne voulait rien dire d'autre que ce que je viens de dire.*

**Ses propos n'étaient pas malheureux ?**

*Je n'ai pas qualifié les propos de De Wever, je ne vais pas*

*commencer à qualifier les propos de mes propres amis.*

**N'est-ce pas décevant pour un socialiste ?**

*Je répète : si je commençais à porter un jugement sur tout, je serais pire que la girouette d'un clocher d'église, je ne ferais que répondre à des sollicitations. Nous avons autre chose à faire : nous préoccuper de la gestion des Régions et de la Communauté, donner des perspectives pour le pays et l'Europe.*

**Sur la sécurité, le gouvernement Michel agit bien ?**

*On doit prendre des mesures efficaces mais qui ne portent pas atteinte aux libertés.*

**Certaines mesures prises touchent aux libertés ?**

*Je ne vais pas porter de jugement sur les déclarations de membres du gouvernement.*

*Nous avons*

**C'est quoi des solutions raisonnables ?**

*Je ne vais pas faire le travail à la place de la majorité.*

**Mais vous leur tendez la main, c'est nouveau ?**

*Non on l'avait déjà dit mais on ne nous écoutait pas.*

**Que pensez-vous du tax shift ?**

*Le degré d'imprécision étonne le scientifique que je fus. Qu'auraient dit les médias si sous le fameux gouvernement Di Rupo on était sortis de conlaves budgétaires avec autant d'imprécision ? Avec les éléments qu'on a, il y a une certitude : la grande majorité de la population aura une diminution du pouvoir d'achat.*

**« La grande majorité » ?**

*Les pensionnés, les allocataires sociaux... Et la classe moyenne. Tout ça parce qu'on pense qu'en réduisant les cotisations patronales on va améliorer la dynamique économique du pays et donc l'emploi. Je n'y crois pas. Et je suis curieux, même impatient, de voir tous les travailleurs recevoir 100 euros. Si tel était le cas, je dirai que c'est formidable. Mais je suis sûr que ce n'est pas le cas, que c'est un effet d'annonce pour cacher les effets dévastateurs du tax shift.*

**« En matière de sécurité, nous avons dit dès le début que nous étions disponibles pour dialoguer avec le gouvernement »**

ELIO DI RUPO

**Cela va vous aider à remobiliser les gens ?**

*Je vais vous donner un ressenti du terrain : de plus en plus de gens critiquent ouvertement le gouvernement Michel. Dans les prochains mois, les mesures seront plus concrètes, il y aura une prise de conscience plus forte de la population.*

**Et donc, des jours meilleurs se profilent pour la gauche ?**

*La gauche travaille d'arrachepied à des jours meilleurs.*

**Vous vous concentrez là-dessus et laissez d'autres critiquer le gouvernement ?**

*Je veux être constructif.*

**C'est la nouvelle stratégie, on y revient. Voici quelques mois, les propos de Bart De Wever auraient suscité une réaction plus forte de votre part !**

*Vous ne savez pas quelle réaction intérieure je peux avoir puisque je ne l'exprime pas.*

**On ne reproduit que les réactions verbalisées... on comprend mal la nouvelle attitude. Si vous compreniez tout, vous seriez des génies.**

**On reste perplexe.**

*La perplexité est une qualité. Au Parlement, il y a un groupe parlementaire, qui s'exprime. A la présidence du parti, on n'est pas que dans l'opposition. Nous avons le souci majeur de faire évoluer sur le plan écono-*

*mique la Wallonie, Bruxelles, et d'émanciper nos jeunes francophones et germanophones.*

**Laurette Onkelinx se lance dans une opération porte-à-porte. Vous allez tous faire ça ?**

*On ne fera pas que ça, mais on pourra faire ça. Je pense que nous sommes une des formations politiques les plus sérieuses. On a connu une situation particulière que je n'ai pas envie de commenter pour le moment. Dont acte.*

**Le chantier des idées, votre opération de refondation, n'a-t-il pas du mal à décoller ?**

*Il y a eu un temps d'incubation. Mais il y a une forte demande et, chez les militants,*

*une grande envie de participer. On a déjà pas mal travaillé hein : il y a une partie visible et une partie invisible.*

**Vous associez le SP.A ?**

*Il y aura une séance commune*

*des parlementaires PS et SP.A en septembre, à Ostende. Il y a des relations beaucoup plus intimes avec le SP.A. Je suis très lié à John Crombez. Il sera d'ailleurs là au congrès de rentrée du PS le 11 octobre.*

**Que vous organisez donc le jour du premier anniversaire du gouvernement Michel !**

*Tip top, ça tombe bien ! ■*

Propos recueillis par  
**ERIC BURGRAFF**  
**VÉRONIQUE LAMQUIN**

## enseignement « Je veux des objectifs clairs de résultats »

### ENTRETIEN

**L'**enseignement est une priorité du PS, et cela a toujours été ma priorité ». Privé de ce portefeuille ministériel depuis une décennie – à l'exception d'un court mandat de Christian Dupont – le PS entend ne pas se faire oublier dans le secteur. Elio Di Rupo prend donc les commandes d'une communication sur ce thème. Et précise d'emblée : « Nous avons une très grande responsabilité à cet égard et elle est peut-être plus grande en 2015 qu'en 2000, vu l'évolution de la société ».

**Vous vous inscrivez dans la foulée du Pacte d'excellence ?**

*Le Pacte d'excellence offre une nouvelle opportunité. On est à un moment charnière : les résultats sont acceptés par tous, et je peux vous dire que le consensus ce n'est pas rien dans l'enseignement. Cela étant, le PS entend se focaliser sur deux pistes d'amélioration. D'une part, un nouvel équilibre entre la liberté des pouvoirs organisateurs et les objectifs à atteindre. D'autre part, l'humain car ce sont les professeurs qui font l'école.*

**Parlons de ce nouvel équilibre...**

*Je veux évoquer l'équilibre à trouver entre le contrôle par la Fédération Wallonie Bruxelles et la liberté des pouvoirs organisateurs. Je pars des constats sur l'efficacité de notre système : avec un taux de redoublement de 48 % à 15 ans (contre 12 % en moyenne dans les pays de l'OCDE !) il y a une sérieuse marge de progression. Par ailleurs, nos résultats sont aussi plus fortement liés au statut socio-économique de l'élève. En clair, un déterminisme social perdure chez nous. Le PS veut que ça change. Si on met des moyens importants pour l'école, il faut que tous les enfants aient une égalité de chances. Le rapport préconise « que l'autonomie ne puisse se concevoir qu'en référence à la poursuite*

*d'objectifs clairs, communs à tous les établissements et mesurables ». Le PS s'inscrit parfaitement dans cette idée. Il faut une contractualisation entre les PO et la Fédération pour avoir des écoles avec des objectifs clairs de réussite.*

**Cela passe par une réorganisation sur le terrain ?**

*Nous souhaitons une régulation plus forte dans l'organisation et la régulation des filières. Voyez dans l'enseignement qualifiant : on y compte 178 filières, parmi lesquelles 10 concentrent 50 % de tous les élèves ! Ça en dit long sur le potentiel d'amélioration.*

**Votre seconde priorité ?**

*Deuxième idée qui sort du rapport, sur laquelle nous voulons insister : la dynamique des équipes pédagogiques. Ce sont*

*les enseignants qui font la qualité des écoles. Les deux grands paramètres de l'excellence, c'est la direction et la dynamique de l'équipe pédagogique. A ce niveau, nous plaçons pour une amélioration de la formation initiale. Il faut mieux armer les enseignants face à la complexité croissante du métier. Pour ce faire, il faudra allonger la formation des enseignants et assouplir les passerelles entre les filières.*

**On reproche souvent à la Fédération Wallonie-Bruxelles d'être à la fois organisateur (de son enseignement) et contrôleur. Comment en sortir ?**

*Nous cherchons une solution à cette question lancinante. On pourrait avoir des pouvoirs organisateurs de l'enseignement public avec un conseil d'administration comprenant des re-*

*présentants de la Communauté, des associations de parents... On travaillerait par bassin scolaire, pas par école pour éviter trop de complexité administrative.*

**Y a-t-il déjà un accord là-dessus avec le CDH ?**

*Non, nous n'avons pas encore eu cette discussion avec le CDH. Mais je pense qu'il est aussi de ma responsabilité de débloquer les blocages.*

**Il reste beaucoup à inventer dans l'enseignement ?**

*Oui mais avec un peu de bonne volonté, ce n'est pas si compliqué. On ne peut pas avoir un des enseignements les plus financés d'Europe et les résultats qu'on a !*

**L'EPA, le cours de citoyenneté à venir, cela vous convient ?**

*Oui parce que, dans la neutralité, on va essayer de donner aux jeunes un certain nombre de concepts, leur expliquer de nombreuses valeurs, les différences entre religions... Pour qu'ils puissent avoir du discernement dans leur existence. C'était prévu dans l'accord de gouvernement mais l'arrêt de la Cour constitutionnelle accélère le cheminement.*

**Vous êtes satisfait avec une heure de citoyenneté ?**

*Le PS est partisan de deux heures, ce serait un module plus consistant mais l'accord avec le CDH c'est une heure, nous le respectons. ■*

Propos recueillis par  
**V. LA ET E.B.**

## ANALYSE

### Etrange

C'est la rentrée, politique aussi, synonyme d'universités d'été et d'interviews de positionnement pour les présidents de parti. Voici une semaine, le PS manifeste son intention de s'exprimer ce week-end dans nos colonnes. « Il y aura un message fort sur l'enseigne-

ment », nous annonce-t-on. Et, « bien sûr », nous pourrions poser toutes les questions que nous souhaitons sur les thèmes qui, selon nous, dominent l'agenda : asile, sécurité, tax shift. Jeudi après-midi, c'est un Elio Di Rupo plutôt en forme qui nous reçoit - il rentre d'Italie où il a fait du vélo -

deux heures durant. Va pour le discours sur l'école. Trente (!) minutes durant, le président du PS monologue sur l'enseignement. Sa note s'inspire très largement du « rapport du groupe central du Pacte pour un enseignement d'excellence ». Logique : « Le PS s'inscrit à 100 % » derrière ce docu-

ment. Résultat immédiat : le discours n'a rien de révolutionnaire pour le monde de l'école, hormis le « message fort » sur la scission des rôles de contrôle et de pouvoir organisateur de la Fédération Wallonie-Bruxelles. Un propos institutionnel qui, à la veille de la rentrée des classes, risque de passer

loin au-dessus de la tête des parents, enseignants, directeurs et de faire apparaître le PS comme déconnecté des réalités. A moins qu'il ne cherche à exister sur un terrain où le partenaire CDH exerce un quasi monopole. Mais cette sortie du président du PS détonne à bien d'autres égards. Bien qu'il

s'en défende, Elio Di Rupo a bel et bien décidé de changer de stratégie. Le raisonnement est double. D'une part, le boulevard de l'Empereur a bien compris qu'il devait mieux doser le ton de son opposition, sous peine de devenir inaudible à force de crier. D'où la volonté de gommer les accents trop

agressifs ou de les faire porter, quand il le faut, par des parlementaires. D'autre part, le PS fait le calcul qu'il ne peut s'enfermer dans un rôle d'opposition mais doit valoriser sa toute-puissance dans les entités fédérées. L'entretien qu'Elio Di Rupo nous a accordé devait assurément incarner cette double ligne. L'exercice est

périlleux. Se positionner, comme président de parti, sur les thématiques régionales ou communautaires, c'est flirter avec l'ingérence dans les affaires gouvernementales (ce qu'on reproche à un certain... Bart De Wever), avec le risque de cabrer son partenaire CDH et de déforcer ses propres ministres. A moins de se can-

tonner à des propos généraux et donc peu percutants. Affadir à l'excès un propos d'opposition risque par ailleurs de le rendre atone. A l'évidence, le boulevard de l'Empereur n'a pas encore trouvé la stratégie qui sied à son nouveau rôle, écartelé entre le pouvoir et l'opposition. Un problème de communication ? Peut-être mais

il amplifie le problème de fond : l'incapacité de la gauche européenne en général, belge en particulier, à se régénérer idéologiquement. Certes, il reste 3 ans avant le prochain rendez-vous électoral. Mais, en politique, ce n'est pas une éternité.

V.L.A. ET E.B.